

**Lucyna DERKACZ**

**« La socialisation politique de l'élite polonaise au sein des institutions européennes :  
le cas des députés polonais au Parlement européen (2004-2009) »**

Thèse pour le doctorat en science politique  
Soutenue le 27 mai 2011 à l'Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III  
Mention très honorable avec les félicitations du jury  
Recommandation pour la publication

527 pages (hors bibliographie et annexes)

**Méthodes principales** : entretiens semi-directifs avec près de 93% des eurodéputés polonais, observations directes au sein du Parlement européen, analyses qualitatives et quantitatives de plus de 6 000 votes par appel nominal, des interventions en sessions plénières...

**Membres du jury :**

1. M. Daniel MOUCHARD, professeur de science politique à l'Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris III (directeur de thèse)
2. M. Yves DELOYE, professeur de science politique à l'Institut d'études politiques de Bordeaux (rapporteur)
3. M. Didier GEORGAKAKIS, professeur de science politique à l'Institut d'études politiques de Strasbourg (rapporteur)
4. M. Olivier COSTA, chargé de recherche CNRS à l'Institut d'études politiques de Bordeaux (expert)
5. Mme Élisabeth DU REAU, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris III (présidente)

**Résumé :**

**La socialisation politique de l'élite polonaise au sein des institutions européennes :  
le cas des députés polonais au Parlement européen (2004-2009)**

Cette thèse analyse la socialisation politique de 92,6% des eurodéputés polonais au Parlement européen pendant leur premier mandat entre 2004 et 2009. Son objectif est de comprendre en détail ce processus dans cette institution - par définition, supranationale et pro-européenne - et donc de préciser concrètement quels acteurs politiques (première partie) se conforment à quoi, pourquoi, où, en combien de temps, comment, grâce à qui ou quoi (seconde partie) et jusqu'à quel point (troisième partie). L'étude montre que, pendant les cinq premières années, la socialisation politique n'est pas un processus très puissant car elle ne provoque que l'ajustement aux règles formelles et informelles de la vie quotidienne et, possiblement, l'approfondissement plus ou moins léger des attitudes et du comportement de base (dans un sens pro- ou anti- européen, en fonction de l'orientation). Autrement dit, elle transforme les novices en experts et non en natifs. Soit elle n'intervient que partiellement - et il serait alors préférable de qualifier ce qui se passe réellement tout simplement d'intégration politique et non de socialisation politique - soit elle nécessite plus de cinq ans, en commençant par l'acquisition des règles européennes, puisque cette étape-ci prend déjà parfois même tout le mandat.

**Mots clés** : Union européenne, Parlement européen, mandat européen, eurodéputés, socialisation politique, attitudes politiques, comportement politique, vote, européanisation, intégration européenne, profil politique, représentation politique, élections.

**Political socialization of the Polish elite within the European institutions:  
the case of the Polish deputies in the European Parliament (2004-2009)**

This thesis analyses the political socialization of 92.6% of the Polish Members of the European Parliament during their first mandate from 2004 to 2009. Its aim is to understand in full this process in this institution – which is by definition supranational and pro-European – and therefore to specify concretely which political actors (first part) comply with what, why, where, how long, how, thanks to whom or what (second part) and to what extent (third part). The study shows that, in the first five years, political socialization is not a very powerful process as it causes only the adjustment to everyday formal and informal rules and, possibly, a more or less weak deepening of initial attitudes and behavior (in a pro or anti-European sense, according to the orientation). In other words, the process turns newcomers into experts without making them natives. It either occurs only in part, in which case it would be preferable to characterize what actually happens simply as political integration and not as political socialization, or it takes more than five years, starting with the acquisition of Euro-parliamentary rules, as this stage sometimes already takes the whole mandate.

**Keywords:** European Union, European Parliament, European mandate, Members of the European Parliament (MEPs), political socialization, political attitudes, political behavior, vote, Europeanization, European integration, political profile, political representation, elections.

**Socjalizacja polityczna polskiej elity w instytucjach europejskich:  
przypadek polskich posłów w Parlamencie Europejskim (2004-2009)**

Niniejsza praca analizuje polityczną socjalizację 92,6% polskich eurodeputowanych w Parlamencie Europejskim w okresie ich pierwszej kadencji między 2004r a 2009r. Jej celem jest dogłębne zrozumienie tego procesu w tej instytucji - z definicji ponadnarodowej i proeuropejskiej - a więc dokładne sprecyzowanie jacy aktorzy polityczni (część pierwsza) dostosowują się do czego, dlaczego, gdzie, w jakim czasie, jak, dzięki komu lub czemu (część druga) i w jakim stopniu (część trzecia). Badanie pokazuje, że w ciągu pierwszych pięciu lat polityczna socjalizacja nie jest procesem bardzo silnym, ponieważ powoduje tylko dostosowanie do reguł formalnych i nieformalnych codziennego życia oraz, ewentualnie, bardziej lub mniej lekkie pogłębienie pierwotnych postaw i zachowania (w kierunku pro- lub anty-europejskim, w zależności od orientacji). Innymi słowy, przekształca ona nowicjuszy w ekspertów, ale nie w „domowników”. Albo interweniuje ona tylko częściowo – więc lepiej byłoby nazwać to, co faktycznie się dzieje po prostu polityczną integracją, a nie polityczną socjalizacją – albo zajmuje ona więcej niż pięć lat, zaczynając od przyswojenia reguł europarlamentarnych, skoro już sam ten etap zabiera czasem nawet cały mandat.

**Słowa kluczowe:** Unia Europejska, Parlament Europejski, mandat europejski, eurodeputowani, polityczna socjalizacja, postawy polityczne, zachowanie polityczne, głosowanie, europeizacja, integracja europejska, profil polityczny, reprezentacja polityczna, wybory.

**Présentation détaillée de la thèse :**

L'existence de la socialisation politique s'avère être l'un des sujets les plus discutés depuis cinquante ans dans la recherche, y compris dans le débat des études européennes. Il existe deux grands clivages, importés des relations internationales nord-américaines : le néo-

fonctionnalisme vs l'intergouvernementalisme et le constructivisme social/le néo-institutionnalisme vs le choix rationnel.

D'après le néo-fonctionnalisme (Ernst Haas<sup>1</sup>...), le processus d'intégration européenne mène rapidement et à long terme, à travers un engrenage institutionnel, à une nouvelle communauté politique qui se superpose aux communautés préexistantes. A l'inverse, selon l'intergouvernementalisme libéral (Andrew Moravcsik<sup>2</sup>), l'intégration européenne est une forme moderne de politique menée pacifiquement par des États pour des raisons principalement économiques ; les institutions européennes et leurs acteurs politiques ne sont donc que des instruments facilitant la négociation, et, par conséquent, la socialisation n'a plus d'importance.

Selon le constructivisme social (Thomas Christiansen, Knud Erik Jørgensen, Antje Wiener<sup>3</sup>...) et le néo-institutionnalisme (Wayne Sandholtz, Alec Stone Sweet<sup>4</sup>...), la socialisation politique existe bien (elle est inconsciente, involontaire), cependant dans le premier cas, il est en quelque sorte question de la socialisation par les individus, lors de l'interaction, alors que dans le second il s'agit davantage de la socialisation par l'institution. En revanche, d'après le choix rationnel, ce processus n'existe pas vraiment (peu importe l'intensité des contacts et la durée du travail à Bruxelles) étant donné que l'adaptation est stratégique, identifiable, en fonction des intérêts (calcul coût/bénéfice).

Cela dit, les théories de l'intégration européenne apportent une hétérogénéité scientifique. Il faut cependant préciser que même si certaines conclusions résultent d'études empiriques, elles sont peu convaincantes, basées sur des données insuffisantes, des analyses vagues et/ou des méthodes incorrectes.

Les chercheurs qui ont empiriquement étudié la socialisation politique au Parlement européen (remarque importante car certains l'ont tout simplement déduite sans faire de tests) se sont surtout appuyés sur l'idée de « *going native* » selon laquelle les attitudes des novices peuvent devenir pro-européennes (plus favorables à un élargissement du pouvoir du PE et à un approfondissement de l'intégration européenne). Pour analyser ce phénomène, ils se sont en général basés sur les opinions de ces élus concernant les réformes institutionnelles et les principaux domaines politiques. Même si dans la plupart des travaux un changement attitudinal a été observé (Maurizio Cotta<sup>5</sup>...), il a été remis en question, surtout récemment. En effet, il a été jugé peu évident (Mark Franklin, Susan Scarrow<sup>6</sup>...) voire même pas évident du tout (Roger Scully<sup>7</sup>...). Un doute a résulté du fait que les députés européens n'étaient que très légèrement plus pro-européens que les députés nationaux, que leurs orientations pro-européennes étaient déjà en place dès leur arrivée au Parlement, que le facteur crucial pour eux était la convergence des normes institutionnelles et des intérêts stratégiques (l'accès à des postes de responsabilité, la promotion de politiques publiques et la réélection)... Il faut

---

<sup>1</sup> HAAS Ernst, *The Uniting of Europe: Political, Social and Economic Forces, 1950-1957*, 2<sup>e</sup> édition, Stanford, Stanford University Press, 1968.

<sup>2</sup> MORAVCSIK Andrew, *The Choice for Europe: Social Purpose and State Power from Messina to Maastricht*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

<sup>3</sup> CHRISTIANSEN Thomas, JØRGENSEN Knud Erik, WIENER Antje, « The Social Construction of Europe », *Journal of European Public Policy*, 1999, vol. 6, n° 4, pp. 528-544.

<sup>4</sup> STONE SWEET Alec, SANDHOLTZ Wayne, « European Integration and Supranational Governance », *Journal of European Public Policy*, 1997, vol. 4, n° 3, pp. 297-317.

<sup>5</sup> COTTA Maurizio, « Direct Elections of the European Parliament: A Supranational Political Elite in the Making? », in REIF Karlheinz (dir.), *European Elections 1979/81 and 1984: Conclusions and Perspectives from Empirical Research*, Berlin, Quorum, 1984, pp. 122-126.

<sup>6</sup> FRANKLIN Mark, SCARROW Susan, « Making Europeans? The Socializing Power of the European Parliament », in KATZ Richard, WESSELS Bernhard (dir.), *The European Parliament, the National Parliaments, and European Integration*, Oxford, Oxford University Press, 1999, pp. 45-60.

<sup>7</sup> SCULLY Roger, *Becoming Europeans? Attitudes, Behaviour and Socialization in the European Parliament*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

préciser ici que même si certains travaux ne sont apparus que récemment, ils se sont appuyés sur des données obsolètes, comme le livre de Roger Scully, certes publié en 2005 mais basé sur des données recueillies en 1994 et en 1996.

Ceci étant, si l'on prend en compte de nombreux travaux en sociologie (Jacques Lagroye, Bastien François, Frédéric Sawicki<sup>8</sup>...), la définition de la socialisation politique ne touche pas principalement le niveau attitudinal. Il s'agit concrètement d'un processus d'insertion des individus dans un univers et donc d'assimilation des attitudes, des savoirs, des croyances, des règles de comportement... y régnant. Ce processus se complète ou se transforme en fait durant toute la vie par le biais de l'appartenance, simultanée ou successive, des individus à plusieurs « agences de socialisation », pouvant d'ailleurs présenter des messages contradictoires étant donné que chacune d'entre elles est porteuse de sa propre socialisation.

Du fait que la définition de la socialisation politique s'avère finalement très complexe (l'idée des changements attitudinaux n'en est que l'une des composantes) et que le travail au Parlement européen n'est qu'une étape dans le parcours des députés européens (cette institution est donc l'une des « agences » de la socialisation secondaire), l'étude de ce processus ne devrait pas « se limiter » à la question de savoir si les eurodéputés adoptent ou non des attitudes pro-européennes. Au lieu de formuler dès le départ une définition simplifiée et de constater à la fin qu'elle est exacte ou non, cette thèse part d'une définition classique pour voir ce qui se passe ou ne se passe pas réellement dans cette institution. Alors, par socialisation politique au Parlement européen, nous retenons un processus d'insertion de nouveaux députés européens dans cette institution, par définition supranationale et pro-européenne, et donc d'assimilation de ses spécificités, y compris des attitudes et du comportement pro-européens, comme le résultat de leur travail quinquennal.

Le Parlement européen semble être le lieu idéal pour étudier la socialisation politique compte tenu de la spécificité de son contexte : le nombre d'États, de membres, de partis, de langues, l'hétérogénéité des profils sociopolitiques, des cultures politiques, des valeurs historico-nationales, des attitudes, des comportements... D'un côté, les élus sont censés agir pour l'intérêt communautaire mais, de l'autre, le programme de leurs partis, les attentes de leurs électeurs, leurs convictions politiques et leurs intérêts personnels peuvent en diverger. La socialisation politique au Parlement européen paraît être intéressante à étudier sous la 6<sup>ème</sup> législature car celle-ci comprenait 162 élus issus de 10 nouveaux États membres de l'Union européenne (dont 8 de l'Europe Centrale et Orientale ayant subi l'influence soviétique), se distinguant des anciens États membres sur les plans institutionnel, politique, social, économique et historique. Choisir les Polonais semble être particulièrement judicieux car ils y étaient les plus nombreux (54 sur 162, c'est-à-dire précisément 1/3), exactement la moitié d'entre eux (27 sur 54) n'étaient pas, au début du mandat, proeuropéens, et ils venaient tous d'un pays qui avait une réputation de partenaire difficile car pensant et agissant à sa façon.

Il s'agit alors ici de s'interroger sur l'impact de la socialisation politique sur les députés polonais au Parlement européen. Il est question de comprendre en détail ce processus au sein de cette institution et donc de préciser concrètement quels acteurs politiques se conforment à quoi, pourquoi, où, en combien de temps, comment, grâce à qui ou quoi et jusqu'à quel point. Une telle analyse permet de voir si le Parlement européen peut être réellement considéré comme une arène de socialisation et les eurodéputés comme des sujets de socialisation.

Cette thèse se base beaucoup sur les données inédites, c'est-à-dire sur les entretiens menés par l'auteur en tête-à-tête à Bruxelles entre le 25 juin 2007 et le 25 juillet 2008, ce qui

---

<sup>8</sup> LAGROYE Jacques, FRANÇOIS Bastien, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, 5<sup>e</sup> édition, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques : Dalloz, 2006.

a débouché sur 988 pages de texte. Le chiffre de 50 entretiens sur 54 (92,6%)<sup>9</sup> est suffisant pour que les résultats ne posent pas de problème du point de vue du traitement des données. Pour que la base de données soit diversifiée, ces entretiens ont été complétés par plus de 6 000 votes par appel nominal (c'est-à-dire plus de 300 000 voix), des interventions en sessions plénières, des questions parlementaires posées à l'écrit ou à l'oral à la Commission européenne ou au Conseil de l'Union européenne, des propositions de résolution, des déclarations écrites, des rapports et des avis. Il fallait de plus participer à plusieurs sessions plénières, mini-sessions ainsi que réunions des groupes et des commissions qui étaient elles aussi une bonne occasion d'observer le comportement des élus et de vérifier leurs opinions présentées pendant les entretiens. Il s'avérait aussi nécessaire de consulter les sites des groupes parlementaires, des partis nationaux et des eurodéputés ainsi que certains documents officiels et articles. Les informations y recueillies ont fourni beaucoup de détails, y compris sur la période qui a précédé le début de cette thèse.

La première partie concerne le caractère du système électoral européen en Pologne, les résultats du scrutin et les profils des novices. Ces données ont été insérées au début car le mandat européen commence avec les élections et il est important d'en savoir plus sur le contexte dont sont issus les élus censés se socialiser au Parlement européen et sur les élus eux-mêmes.

En 2004, le système électoral européen en Pologne a bien été polonais (via la sélection des candidats, la campagne...) et a eu un impact sur les résultats du scrutin : le vote préférentiel a donné une possibilité à l'électorat de modifier l'ordre des candidats sur la liste, la méthode d'Hondt a permis le comptage des votes au niveau national - afin de détecter les listes ayant obtenu au minimum 5% des voix - et l'attribution des mandats aux circonscriptions, la méthode d'Hare Niemeyer a facilité la distribution des mandats aux listes ayant gagné les élections (en prenant en compte le taux de participation électorale), le seuil de 5% a écarté les listes présentées dans un nombre de circonscriptions limité, etc. Ce système a certes eu un impact sur les résultats, mais pas du point de vue de la « pro-européanité » ni des proportions puisque la Pologne a envoyé 27 euro-enthousiastes, 17 euro-réalistes et 10 eurosceptiques. Est en fait aussi apparue une certaine corrélation entre la situation politique nationale et l'éligibilité des partis. Certes, ce sont les partis qui ont décidé du choix des personnes sur la liste et de leur place (ils ont généralement choisi des candidats connus et compétents, bien que pas forcément sur des questions européennes). Or, la décision finale a appartenu à l'électorat. Celui-ci s'est en fait désintéressé de la politique/de l'UE ou a sanctionné le gouvernement de gauche pro-européen, en confirmant ainsi la thèse d'« élections nationales de second ordre »<sup>10</sup>. Ce n'était pas surprenant étant donné la mise en place d'un gouvernement polonais intérimaire suite à la démission du Premier ministre Leszek Miller le lendemain de l'adhésion de la Pologne à l'UE, les affaires de corruption, les problèmes économiques, les tensions avec la France et l'Allemagne sur la guerre en Irak, l'échec du sommet de Bruxelles de 2003 sur la Constitution européenne pendant lequel le

---

<sup>9</sup> Jerzy Buzek, Bronisław Geremek, Janusz Lewandowski, Tadeusz Zwiefka, Adam Gierek, Dariusz Rosati, Jacek Saryusz-Wolski, Jan Olbrycht, Maciej Giertych, Zdzisław Podkański, Bogusław Liberadzki, Marek Siwiec, Dariusz Grabowski, Paweł Piskorski, Janusz Onyszkiewicz, Filip Kaczmarek, Zbigniew Kuźmiuk, Grażyna Staniszevska, Wiesław Kuc, Leopold Rutowicz, Jacek Protasiewicz, Wojciech Roszkowski, Mieczysław Janowski, Genowefa Grabowska, Józef Pinior, Czesław Siekierski, Janusz Wojciechowski, Bogdan Golik, Ewa Tomaszewska, Konrad Szymański, Marcin Libicki, Zbigniew Zaleski, Małgorzata Handzlik, Andrzej Szejna, Sylwester Chruszcz, Marek Czarnecki, Adam Bielan, Ryszard Czarnecki, Urszula Gacek, Hanna Foltyn-Kubicka, Bogusław Sonik, Bogusław Rogalski, Andrzej Zapalowski, Bernard Wojciechowski, Jan Masiel, Witold Tomczak, Zdzisław Chmielewski, Stanisław Jąlowiecki, Lidia Geringer de Oedenberg et Mirosław Piotrowski.

<sup>10</sup> REIF Karlheinz, SCHMITT Hermann, « Nine Second-Order National Elections: a Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results », *European Journal of Political Research*, 1980, n° 8, pp. 3-44.

gouvernement polonais avait critiqué le calcul de la majorité qualifiée au Conseil de l'Union européenne, l'absence de référence à la chrétienté de l'Europe dans le préambule, etc.

Le système polonais a aussi eu une influence sur l'hétérogénéité souvent importante des profils des élus, malgré l'existence de certaines tendances : les Polonais étaient en général masculins (le taux de Polonaises s'est situé en-dessous de la moyenne européenne et même en-dessous de celle du parlement national, ce qui a contredit la tendance « européenne »), d'âge mûr (légèrement plus jeunes que l'ensemble des parlementaires), nés en Pologne (d'une seule nationalité ; le fait d'être né à l'étranger ou d'y avoir émigré n'a pas eu d'impact, voire très peu, sur leurs attitudes et comportements), d'orientation politique de diverses origines bien enracinée (surtout à travers la famille, le système politique, le programme du parti et l'Église ; pas du tout via l'école communiste qui présentait des informations contradictoires vis-à-vis de celles transmises à la maison), de niveau d'études très élevé (presque la moitié des élus disposaient d'un niveau *Magister*, un tiers de celui du doctorat et un quart de celui du professorat), de spécialisations variées (c'était une tactique) et dotés d'une carrière politique nationale (plus rarement uniquement régionale et/ou locale) ainsi que d'une expérience sur le plan des déplacements à l'étranger (non seulement à travers le travail dans les institutions internationales mais aussi par le biais du travail non-politique, des études et/ou des stages). Il est en tout cas dommage que le parcours des élus soit en général sous-développé en ce qui concerne les travaux sur la socialisation politique au Parlement européen car ces acteurs politiques n'y arrivent pas au même moment de leur vie ni avec les mêmes parcours.

La seconde partie est consacrée au processus même de socialisation politique au PE. Elle démontre d'abord que nombreux étaient les Polonais qui ont éprouvé des difficultés à repérer leur place dans leurs groupes parlementaires, d'ailleurs 18 élus en ont changé (8 eurosceptiques, 9 euro-réalistes et 1 euro-enthousiaste) dont 13 une fois et 5 deux fois (certains avaient été observateurs). La plupart d'entre eux ont tout de même fini par trouver plus ou moins vite la place la plus appropriée même si entre deux maux ils ont dû choisir le moindre. Rares étaient en tout cas ceux qui n'ont pas du tout réussi à s'assimiler. Cela dit, les Polonais étaient très dispersés à travers les différents groupes (il est même arrivé qu'un parti se trouve pendant un certain temps dans deux groupes parlementaires différents ou que l' élu soit idéologiquement dispersé entre plusieurs groupes). Même si ce n'était pas la meilleure solution du point de vue national car ces élus ont perdu leur force, c'était un bon signe du point de vue de la socialisation puisqu'ils ne se sont pas appuyés sur une tactique mais sur leur « propre » choix (parfois suggéré). Bien que certains aient rencontré des difficultés plus ou moins importantes concernant leur assimilation, cela ne veut pas dire que les groupes ne soient pas des lieux de socialisation. Ils ont tous leurs propres règles qui cependant ne conviennent pas forcément. C'est justement parce qu'elles existent que les changements d'appartenance sont intervenus (elles sont donc à l'origine du retard ou du blocage du processus de socialisation). En tout cas, la raison principale était l'idéologie, ce qui n'est pas surprenant car les groupes sont des ensembles de partis réunis seulement autour de lignes directrices. Ils sont ainsi des lieux de socialisation mais ils ne transforment pas ou n'homogénéisent pas les attitudes. Ces observations se placent ainsi à mi-chemin entre le point de vue de ces chercheurs qui ont considéré le rôle des groupes comme très important dans la socialisation et celui de ceux ayant rejeté cette idée.

En fait, le Parlement européen est dans son ensemble un lieu de socialisation bien que dans le sens où il constitue un univers nouveau et incertain aux yeux des novices, commun, transnational et transpartisan, ayant de nombreuses règles formelles (techniques et politico-législatives, concernant par exemple les sujets qui y sont traités, la prise de décision dans le triangle institutionnel, l'organisation selon le système d'Hondt, la préparation et la circulation de documents, les règles relatives aux votes, le pilotage des rapports...) et informelles (touchant à la formation de coalitions, la création d'un réseau social, l'existence de certaines

coutumes...) assimilables, mises en place bien avant l'arrivée de ces novices. Si ces règles ne lui étaient pas « propres » (il s'agit ici des « spécificités » par rapport à la scène nationale étant donné que certaines d'entre elles peuvent être communes à d'autres institutions européennes), elles n'auraient pas attiré l'attention. Leur existence implique d'ailleurs que l'expérience y acquise est spécifique, peut-être même inapplicable ailleurs. Elles sont assimilables dans différents lieux. Il s'agit entre autres des lieux formels, en particulier des groupes (base politique) et des commissions (centre d'activité), un peu moins des plénières et des délégations (ces lieux sont en outre tous des contextes « informels » car chaque député y a ses voisins, différents en fonction des activités, surtout les réunions politico-amicales des groupes et les déplacements en délégation). Il est aussi question des lieux informels, plutôt politiques (bureau), politico-amicaux (restaurant, café, intergroupe...) et/ou plutôt amicaux (espace culturel, domicile...). Tous ces lieux s'entrelacent en fait au PE ; ils y ont leur « temps » (par exemple, les activités parlementaires varient en fonction des semaines). Il apparaît en tout cas que la socialisation est la plus rapide dans des groupes plus petits dont les rencontres, caractérisées par un vrai échange verbal, sont répétitives, régulières, si possible de longue durée (ce qui fait surtout référence aux néo-fonctionnalistes et aux constructivistes), et se déroulent dans un cadre moins politisé (ce qui rappelle les constructivistes), dans une ambiance plus tranquille.

Les raisons de l'acquisition desdites règles ne sont cependant pas tout à fait celles que les théories indiquent en général car ici sont intervenus le calcul coût/bénéfice de différents types (l'intérêt), l'identification (l'appréciation) et/ou la coercition (la pression). La première semble toutefois la plus dominante, ce qui renvoie au choix rationnel, puisque les élus veulent correctement et efficacement exister et fonctionner au Parlement européen pendant 5 ans, ne pas perdre leur notoriété...

Il s'agit concrètement de l'adaptation des habitudes antérieures et/ou de l'appropriation des nouvelles sur une base déjà construite (comme une couche supplémentaire). Il n'est cependant pas possible de préciser combien de temps cet ajustement dure exactement puisqu'il touche plusieurs aspects (il est bien attendu mais pas avec autant de détails) et ne se déroule pas tout à fait au même rythme ni de la même façon. L'acquisition des formalités est la démarche la plus rapide puisqu'elle n'a pas besoin d'actions répétitives ou alors très peu. Celle des autres aspects techniques dure plus longtemps, entre 3 et 6 mois environ, parce qu'il s'agit de points généralement (très) compliqués qu'il faut découvrir, ressentir et comprendre. Celle des aspects politico-législatifs prend encore plus de temps car ils sont complexes et parfois modifiables (tout au long du mandat) et il faut les découvrir, lire, comprendre, apprendre et pratiquer. Celle des aspects informels est en tout cas la plus longue, prenant 3 ans ou plus, puisque ces points sont non écrits, très compliqués, et c'est en général à chacun de les acquérir seul sur le terrain et à sa façon, car il faut les repérer - être présent, écouter attentivement et observer discrètement - pour ensuite comprendre par déduction (reconstruction), s'approprier par expérimentation généralement pendant une interaction régulière, fréquente et étroite, ainsi qu'appliquer efficacement, à l'exception de la concision pendant le débat et de l'obéissance au système institutionnel, à la majorité des eurodéputés et/ou à la décision des dirigeants, imposées dès le début du mandat (leur ajustement est douteux et probablement non durable) et de certaines coutumes, étant semi-volontaires et pouvant ne pas être du tout acquises ou prendre encore plus de temps. L'application semble cependant parfois très difficile, surtout concernant les aspects informels (notamment en raison des traces laissées par le communisme). La socialisation est ainsi multi-graduelle et le nombre d'étapes à gravir varie en fonction de l'aspect (ces étapes élargissent les observations de diverses théories).

Le contact interpersonnel et l'interaction, soulignés par presque toutes les théories, y sont certes très importants mais assez statiques dans tous les aspects formels et certains

informels (il s'agit du transfert des informations), ce dont faisaient déjà état les rationalistes et les premiers constructivistes. Il est certain que ces sources interpersonnelles sont dans la plupart des cas plus efficaces (souvent davantage les assistants habiles et au niveau que les réélus, les fonctionnaires et le personnel de service dans les aspects formels, et avant tout les réélus dans les aspects informels) que les sources impersonnelles n'ayant qu'un rôle théorique et ce seulement dans les aspects formels (les documents, les indications en langues étrangères...). De plus, parmi les atouts figurent des sources personnelles (les Polonais n'ont pas forcément tous mentionné les mêmes aspects et ont apporté des précisions temporelles certes très proches mais variables) telles qu'une expérience assez appropriée (surtout dans la politique, aussi à l'étranger, en tant qu'observateur...), une démarche personnelle, une personnalité (le sens de l'orientation...), des prédispositions pour un tel travail (une ouverture à autrui...) et le fait d'avoir sur place des amis de la scène politique nationale. Parmi les sources personnelles, étant également des atouts, figurent par ailleurs des capacités linguistiques (surtout en anglais, ainsi que dans d'autres langues ; leur absence n'étant cependant pas un obstacle), des motivations positives, telles qu'une véritable volonté de travailler au PE, un désir de participer à un moment historique, une curiosité et une envie de relever un défi (des motivations neutres, telles qu'une attirance pour la première position sur la liste, le respect de la volonté du parti et des citoyens et une envie de renforcer la position du parti, ainsi que des motivations négatives, telles qu'une volonté de continuer à pratiquer l'euroscpticisme et celle de faire contrepoids à l'euro-enthousiasme, ne sont cependant pas forcément des obstacles), et des premières impressions positives, telles qu'une ambiance chaleureuse et une bonne organisation interne, y compris du débat (les premières impressions négatives, liées au rôle peu significatif du PE, au débat peu profond et trop structuré, au nombre de sièges, à l'accentuation des intérêts nationaux, à la promotion parfois injuste des députés, à la prise de décision trop longue, au niveau de savoir bas de l'Europe des 15 au sujet de l'Europe des 10 et au traitement avec réserve de l'Europe des 10 ne sont en général que des ralentissements), ce qui élargit certaines réflexions présentes entre autres dans le néo-fonctionnalisme et le constructivisme. Il faut cependant préciser que les trois types de sources (interpersonnelles, impersonnelles et personnelles) sont certes (très) importants mais s'ils sont cumulés (pas nécessairement tous ensemble) car aucun n'est pleinement suffisant.

Cette seconde partie avance en même temps l'idée que la socialisation politique est un processus s'arrêtant « seulement » au niveau de l'acquisition des règles puisqu'il ne touche pas vraiment les attitudes. Les changements y étaient certes parfois aperçus, et ce suite à l'argumentation et à la persuasion, très chères aux constructivistes, mais seulement dans les questions moins importantes où les attitudes étaient indifférentes (en fait, les attitudes sur les sujets les plus proches des élus, du point de vue de leurs priorités et/ou géographique, semblent les moins modifiables alors que celles portant sur les sujets plus éloignés d'eux paraissent plus facilement remaniables ; les questions débattues ne sont donc pas toutes et/ou pleinement négociables), lorsqu'il existait un risque de perdre tout de ce que les eurodéputés voulaient gagner et/ou quand l'opinion n'était pas encore (suffisamment) construite (il est alors possible de construire (davantage) des attitudes, cependant dans certaines limites, mais pas vraiment de les changer surtout quand les questions morales ou éthiques et/ou concernant les intérêts nationaux entrent en jeu). Or, il n'est pas certain qu'il y fût question de la socialisation car ces changements s'étaient manifestés dans le cadre de la formation de coalitions (si un eurodéputé avait l'air de changer d'avis suite à la persuasion argumentative, ce n'était pas forcément parce qu'elle l'avait convaincu). Par ailleurs, si vers la fin du mandat il était encore nécessaire de les former, cela veut dire que les attitudes restent assez stables.

Comme la seconde partie met en doute les changements attitudeux, la troisième partie s'avère indispensable. Elle se focalise en fait sur la question de la pro-européanisation des attitudes et du comportement politiques. Les attitudes ont été étudiées sur la base de 9

questions ouvertes, articulées autour de 3 thèmes correspondant à 3 niveaux différents auxquels sont quotidiennement confrontés les députés européens : le mandat européen (leur identification, leur position en cas de conflit d'intérêts ainsi que le degré de satisfaction de leur influence sur les travaux au Parlement européen et de leur mandat en général), le Parlement européen (son pouvoir, le contenu de ses actes législatifs et les aspects à changer en son sein) et l'Union européenne (ses priorités et son avenir). Une question complémentaire concernant le sentiment personnel d'avoir ressenti une conversion dans un sens (plus) pro-européen a permis de percevoir leurs propres impressions. Comme certains travaux sur le Parlement européen l'ont déjà observé et contrairement à la plupart des théories des relations internationales, la pro-européanisation n'a généralement pas eu d'impact particulier sur les attitudes. Les euro-enthousiastes étaient en fait globalement partagés entre la représentation de la Pologne et celle de la Pologne au même niveau que l'Union européenne, encore plus dispersés lors d'un conflit d'intérêts, dans la plupart des cas plutôt satisfaits de leur impact sur le Parlement européen, entièrement contents de leur mandat, généralement très favorables à l'extension du pouvoir du Parlement européen, moyennement satisfaits des actes législatifs, en général partisans d'autres changements et (très) favorables à l'intégration européenne ainsi qu'à son avenir. Les euro-réalistes étaient généralement partisans de la représentation de la Pologne, et l'étaient encore plus lors d'un conflit d'intérêts, tout de même plutôt satisfaits de leur impact sur le PE, tous contents de leur mandat, presque équitablement partagés entre ceux qui voulaient nettement plus de pouvoir pour le PE et ceux qui en souhaitaient davantage mais avec des limites, entièrement d'accord sur l'insuffisance des actes législatifs, généralement partisans de plus d'améliorations, très favorables à l'intégration européenne et seulement partiellement sûrs de son avenir. Les eurosceptiques étaient en revanche toujours pro-polonais, dans la plupart des cas insatisfaits de leur impact sur le PE, en général contents de leur mandat, équitablement partagés entre ceux qui voulaient plus de pouvoir pour le PE mais avec des limites et ceux qui en souhaitaient beaucoup moins, moyennement satisfaits des actes législatifs, généralement favorables à plus d'améliorations et à moitié clairement contre l'UE. Si jamais des effets se sont manifestés, ils étaient donc minimes, ou ont juste concerné quelques cas, conduisant en général les euro-enthousiastes dans une direction encore plus pro-européenne, les euro-réalistes très légèrement dans un sens plus pro-européen et les eurosceptiques dans une voie plus anti-européenne. Les effets contraires sont cependant eux aussi intervenus. En tout cas, l'apprentissage social, le fait de se faire une idée ou de l'approfondir étant donné le champ large et touchant le monde entier des questions traitées au PE (c'est-à-dire l'élargissement des horizons), l'interaction, la langue, la persuasion argumentative, n'ont pas mené directement à la pro-européanisation. Il importe juste de retenir les motivations (la personnalité).

Des observations similaires apparaissent aussi dans le dernier chapitre se focalisant sur le comportement politique à travers différentes activités parlementaires, telles que les votes, les interventions en plénières, les questions posées à l'écrit ou à l'oral à la Commission ou au Conseil, les propositions de résolution, les déclarations écrites, les rapports, les avis, la vie quotidienne, le contact avec les gouvernements, les partis nationaux et l'électorat ainsi que la culture nationale. Comme quelques chercheurs se concentrant sur le Parlement européen l'ont déjà observé et à l'opposé de la plupart des théories des relations internationales, la pro-européanisation n'a généralement pas eu d'impact significatif sur le comportement des eurodéputés (déjà bien pré-socialisés dès leur arrivée). Certes, dans la majorité des cas, ils ont augmenté leur activité, ont accru leur taux de votes avec les groupes, se sont (davantage) concentrés dans d'autres activités sur un intérêt européen (sauf lors d'un problème et/ou d'un anniversaire national) et ont diminué leur taux de faux-pas. Or, leur loyauté en faveur des groupes a pu tout à fait progresser et régresser non seulement d'une année sur l'autre mais même d'un mois sur l'autre et celle envers la majorité nationale a

même été susceptible d'augmenter à la fin du mandat. Leurs positions ont en fait plus dépendu de l'activité, des sujets, du groupe, du parti et de la période. Cela confirme qu'il s'agissait davantage d'ajustement du comportement que de socialisation politique à proprement parler. Si jamais des effets sont apparus, ils étaient globalement légers, quoique possiblement un peu plus significatifs dans quelques cas, orientant généralement les euro-enthousiastes dans un sens encore plus pro-européen, les euro-réalistes dans une voie plus pro-européenne ou anti-européenne (la pro-européenne s'est cependant manifestée légèrement plus dans certaines activités) et les eurosceptiques dans une direction plus anti-européenne. Si l'on admet qu'une pro-européanisation légère s'est manifestée, l'on doit aussi reconnaître la présence d'une légère déseuropéanisation ; si l'on admet qu'une pro-européanisation plus profonde s'est manifestée, l'on doit également reconnaître la présence d'une déseuropéanisation plus profonde. Il ne s'agit en tout cas d'un processus ni rapide et intense ni long et lent car les analyses ont apporté des résultats semblables. Cela dit, un changement de groupe n'a pas (toujours) amélioré la situation, comme d'ailleurs un taux de présence très élevé aux votes (« juste » une présence ne suffit pas).

Et pourtant, les Polonais ne se trouvaient pas beaucoup sous l'influence de leur pays car leurs gouvernements changeaient trop souvent et ne s'intéressaient à vrai dire pas à eux (sauf peut-être aux « leurs »), étant donné l'existence du COREPER, leurs partis assuraient davantage la consultation et/ou la coordination de la politique, d'ailleurs avant tout nationale, que le contrôle (par ailleurs, certains élus avaient perdu ce contact ou étaient sur le point de le perdre) et leur électorat ne se préoccupait pas vraiment de l'Union européenne et n'était pas réellement motivé pour se rapprocher d'eux entre autres du fait de leur rôle minime en Pologne. Un obstacle à la pro-européanisation n'était généralement pas non plus la culture polonaise (les Polonais avaient des facilités pour s'assimiler rapidement, s'adapter facilement...), exception faite de la sensibilité à l'histoire nationale et/ou à la religion. Une orientation de base, en quelque sorte des motivations, donc une personnalité, et peut-être un moment de la formation de l'orientation ont paru plus significatifs. Cela dit, le comportement apparaît avoir été en général plus pro-européen que les attitudes, ce qui signifie à nouveau qu'il s'agissait davantage d'adaptation du comportement à un environnement que de pro-européanisation.

La socialisation politique des élus polonais au Parlement européen n'a donc pas vraiment abouti dans les termes notés tout au début. Il s'agit plutôt d'un processus généralement conscient d'insertion des députés européens, déjà bien pré-socialisés, dans ce cadre nouveau pour eux, provoquant en cinq ans, dans presque tous les cas, seulement leur ajustement aux règles formelles et informelles régissant la vie quotidienne et, possiblement, l'approfondissement plus ou moins léger de leurs attitudes et comportement de base, pas forcément donc dans un sens pro-européen (les effets y dépendent alors en quelque sorte des résultats des élections et, de ce fait, du système électoral ; certains euro-réalistes peuvent être cependant dès le début déjà plus pro-européens que les autres). Ce processus convertit en fait les novices en experts et non en natifs. Soit il n'intervient que partiellement soit il a besoin de plus de temps, à commencer par l'assimilation des règles. Peut-être serait-il alors préférable de qualifier ce qui se passe au Parlement européen tout simplement d'intégration politique ?

Le Parlement européen est en fait une arène de socialisation politique mais peu influençable. Il est peu influençable car l'assimilation de « ses » règles prend déjà beaucoup de temps, certaines peuvent constituer en même temps des obstacles à la socialisation politique, cette institution (y compris les groupes parlementaires) exerce en général une pression assez faible, les élus (et les groupes) ne sont pas tous pro-européens, ils n'y jouent pas un grand rôle, il existe un conflit d'intérêts, rien de très significatif ne s'y passe, certaines décisions ou activités sont décevantes, l'hétérogénéité nationale et partisane s'accroît, le nombre de textes complexes augmente, la prise de parole est limitée, les élus émigrent pour

assurer le mandat, les trajets sont épuisants, les élus du même parti appartenant au même groupe sont placés dans des bureaux se trouvant côte à côte, il s'agit de socialisation secondaire...

Les raisons pour lesquelles la socialisation politique n'aboutit pas pleinement au Parlement européen se trouvent aussi du côté des députés européens. Les Polonais étaient certes des sujets de socialisation mais cependant assez stables, et ce même si leurs profils socio-politiques étaient souvent très hétérogènes (puisque, malgré leurs différences, ils sont restés assez stables, le *background* n'y joue pas vraiment de rôle distinctif ; on peut plutôt parler d'atouts ou d'effets ponctuels que de régularités). Ils étaient assez stables car ils ne considéraient pas le Parlement européen (son rôle et son fonctionnement) comme une institution parfaite, le mandat européen n'est pas vraiment un tremplin pour la politique nationale, les réélus de l'Europe des 15, qui leur ont servi d'exemple, n'étaient pas forcément de bons exemples car certains défendaient clairement leurs intérêts nationaux, rivalisaient pour l'argent, le prestige et les influences et n'étaient pas nécessairement pro-européens, un fossé décevant existait au début du mandat entre l'Europe des 15 et l'Europe des 10, des stéréotypes y régnaient et certains novices se sentaient au début traités comme des éléments de seconde catégorie, ne se sentaient pas politiciens, savaient déjà durant leur mandat qu'ils ne se représenteraient plus aux élections, avaient l'impression d'avoir fait ce qu'ils pouvaient, étaient fatigués par les déplacements constants, ressentaient l'éloignement de leurs familles...